

FLASH-INFO CTAC du 5.10.2022

[Edition octobre 2022]

Il s'agissait du dernier CTAC présidé par Mme Isabelle Saurat dont la mobilité à la cour des comptes a été actée par le conseil des ministres le même jour ainsi que son remplacement par M Christophe Mauriet, ex DAF du MinArm.

Organisation de la direction générale du numérique et des systèmes d'information et de communication (DGNUM)

La nouvelle organisation du domaine de la gouvernance du numérique et de la sécurité numérique confiée à la direction de la protection des installations, moyens et activités de la défense (DPID) la charge d'élaborer et de proposer la politique de sécurité numérique ministérielle et d'intervenir auprès des états-majors, des directions et des services pour la coordonner. Les arrêtés soumis au vote prennent en compte ces changements pour la DGNUM.

Le nombre d'agents touchés par ces textes à la DGNUM est de 4.

L'UNSA Défense s'est abstenue sur ces textes.

La fonction Ressources Humaines (RH)

Le chef du service des ressources humaines civiles (SRHC) aborde le sujet des CMG dont il a été souligné qu'ils sont « sous tension ». S'agissant d'Arcueil, il n'y a pas eu de suppression de postes en 2021 et il y aura une stabilisation en 2023. Il y a eu une augmentation d'activité sur les agents en charge des « contrats » et des « pensions ». L'allongement de la ligne de métro 4 devrait accroître l'attractivité du site d'Arcueil tout comme la mise en service du Tram T13 celle du site de Saint Germain en Laye. Pour ce qui concerne ce CMG, le chef du SRHC précise qu'il souffre d'une dette organique et de dysfonctionnements internes. Le chef de service indique que le ratio gérant/géré n'est pas un dogme. Certains CMG, dont le ratio est supérieur à la norme réalisent une bonne performance. La qualité de la RH de proximité impacte aussi la prestation des CMG.

Voilà bien longtemps que l'UNSA Défense porte le sujet de la qualité de la fonction RH dans notre ministère et notamment de la RH de proximité qui à géométrie variable doit absolument faire l'objet d'une étude et peut-être d'une réorganisation ; les CMG n'étant que les maillons d'une chaîne à laquelle participent également les autorités centrales d'emploi.

Ce sujet met en souffrance tant les agents employés dans ce domaine que les agents administrés. La grande différence de traitement particulièrement en termes de délais est inacceptable.

L'UNSA Défense demande à nouveau à être informée précisément de l'état des lieux et des pistes de réflexion sur ce sujet.

Le service historique de la défense (SHD)

Il va falloir déménager 60 kms d'archives et le SGA est à la recherche d'un lieu pour se faire. Il a été proposé au MinArm un site à Gonesse. La réflexion pour l'instant ne concerne pas le déplacement des lieux de consultation. Seuls seraient impactés les circuits logistiques.

Affaire à suivre



La formation professionnelle

Il est présenté lors de cette réunion, le bilan des formations 2021.

Il est à noter :

- un nombre de formations quasi constant depuis 2013 (5198 ; 5073) mais une baisse régulière des agents de catégorie C et ouvriers de l'Etat formés ; la manœuvre OCM ne pouvant être la seule explication de ce phénomène ;
- 2217 demandes annulées nettes (1468 demandes annulées par l'agent dont la moitié sans explication et seulement 49 pour cause de Covid)

Pour l'UNSA Défense, la formation professionnelle est un outil particulièrement important pour permettre à l'agent de se sentir bien dans son poste. Avoir les compétences ad hoc et connaître son environnement sont des éléments qui permettent de diminuer la charge mentale qu'une charge de travail importante peut générer. Ces formations doivent se faire dans des circonstances favorables dans lesquelles l'agent sait qu'il ne retrouvera pas à son retour sur poste tout le travail à faire de la



UNSA Défense
78 et 80 rue Vaneau
75007 PARIS
01 42 22 37 02



federation@unsa-defense.org



portail-unsa.intradef.gouv.fr



www.unsa-defense.org



@UnsaDefense



www.facebook.com/UNSADefense



Unsa defense diffusion